

**SUEUR (Jean-Pierre)**

Député du Loiret  
(1<sup>re</sup> circonscription)  
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 150).

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche [J. O. du 1<sup>er</sup> août 1981] (p. 2113).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi [J. O. du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Recherche et technologie: Recherche) [27 octobre 1981] (p. 2640).

**DEPOTS**

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1982 (n° 450), tome XIV: recherche et technologie: Recherche (n° 471) [16 octobre 1981].

**QUESTIONS**

orale sans débat: (n° 101) S. N. C. F. (lignes): posée le 8 décembre 1981 (p. 4537).

**INTERVENTIONS**

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).**

Première lecture, discussion des articles: article 1<sup>er</sup>: son hostilité au sous-amendement n° 30 de M. René Haby relatif à la remise de prix [30 juillet 1981] (p. 568).

— **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).**

Première lecture, discussion générale: « loi Sauvage »; conseil supérieur des corps universitaires (C. S. C. U.); « décret Imbert » relatif aux étudiants étrangers; nécessité de réviser les procédures d'habilitation; principe d'une réforme globale; rôle régional des universités; composition des conseils d'université; sur-représentation des professeurs titulaires; fonction des universités [16 septembre 1981] (p. 1112); formation pédagogique des étudiants; formation permanente; problème des formes de sélection; ségrégation sociale (p. 1113).

Discussion des articles: article 2: nécessité de permettre l'éligibilité des étudiants étrangers (p. 1123).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale: dérogation au monopole; caractère transitoire de la présente loi; régionalisation des procédures de dérogation; Haut Conseil de l'audiovisuel [24 septembre 1981] (p. 1315); ressources des radios locales (p. 1316).

Deuxième lecture, discussion des articles: article 1<sup>er</sup>, article 3-2 bis de la loi du 3 juillet 1972: son amendement n° 13 (composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations au monopole: caractère minoritaire de la représentation de l'Etat): adopté [30 septembre 1981] (p. 1383).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion: prévisions de consommation [7 octobre 1981] (p. 1591); procédure d'implantation nucléaire; exportation du nucléaire (p. 1592).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie:

**Transports.** — Discussion générale: questions: désenclavement du Massif central; route nationale 20 entre Orléans et Bourges [7 novembre 1981] (p. 3366).

**Solidarité nationale.** — Discussion générale: problème des handicapés; éducation, accessibilité des logements et des établissements recevant du public, insertion professionnelle; respect de l'obligation d'embaucher des adultes handicapés par les entreprises privées et par les services du secteur public; augmentation des moyens des Cotorep [10 novembre 1981] (p. 3519); système de calcul de la garantie de ressources dans les centres d'aide par le travail; refus des conceptions fixistes du handicap (p. 3520).

**Recherche et technologie.** — Discussion générale, rapporteur pour avis: décision du ministère de mener une politique de la recherche en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés; place des sciences humaines et sociales; future réforme du C. N. R. S.; part de l'effort de recherche dans le produit intérieur brut en 1985; effort particulier fait en faveur des programmes de développement technologique de la promotion de la recherche industrielle et de l'innovation technique dans les entreprises; financement affecté à la recherche fondamentale devant aller de pair avec les crédits affectés au développement technologique; omission des sciences humaines et sociales dans les six programmes prioritaires; refonte des structures et des modalités de la recherche universitaire; efforts accomplis en matière d'énergies nouvelles; géothermie; organisation des assises régionales de la recherche [19 novembre 1981] (p. 4000); défense du français comme langue scientifique; lutte contre « l'obscurantisme moderne » et « l'irrationalisme moderne » à l'égard de la science; satisfaction de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales devant la progression significative des crédits affectés à la recherche pour 1982 (p. 4001).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale: partage du savoir, partage du travail, partage du temps de travail; caractère inacceptable des heures supplémentaires; cumuls abusifs emploi-retraite; objectif des trente-cinq heures hebdomadaires pour 1985; durée légale et durée réelle du travail; cinquième semaine de congé; cinquième équipe; compensation salariale intégrale pour les bas salaires [8 décembre 1981] (p. 4523).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale: nouvelle conception de la planification; notion de contrat; recherche et développement technologique; accroissement de la part de la recherche industrielle; exemple de la machine-outil; régression de l'investissement industriel au cours des dernières années; politique de l'éducation; solidarité à l'égard des enfants les plus défavorisés; recherche pédagogique; décentralisation du service public de l'éducation; articulation entre l'autonomie des universités et la planification des enseignements et des recherches aux niveaux régional et national [11 décembre 1981] (p. 4725).